



Le réarmement éducatif en saignant !

119 postes en moins à la rentrée de septembre 2024 en Martinique :
l'éducation nationale au bord du gouffre.

Rétrospective : Septembre 2023, Gabriel Attal, éphémère ministre de l'Éducation nationale annonçait une augmentation « historique » du budget de son ministère. Fin décembre, le même Attal, criait haut et fort qu'il allait créer 2137 postes d'enseignant·es. En janvier, l'Éducation nationale, est déclarée priorité numéro 1 du président et du 1er ministre qui, en grande pompe, « emmenait avec lui à Matignon » la cause de l'École.

Pa ba nou dlo mousach pou let. Voilà un dicton de chez nous qui illustre parfaitement les annonces du gouvernement : que des mensonges, un spectacle pathétique et cynique où se mêlent le mépris et la violence de nos dirigeants bourgeois envers la classe des travailleurs. En effet, en février, le décret annulant 10 milliards de dépenses prévoit une véritable saignée dans notre ministère avec 692 millions d'euros à rendre, c'est une baisse de 2 620 postes d'enseignant·es dans le 1er degré public, de 1 740 dans le second degré et de plus de 4 500 postes d'AED et AESH. **C'est encore le « mammoth » de l'éducation que l'on va dégraisser alors que les parasites bourgeois, perfusés aux aides publiques, continuent à s'engraisser sur le dos de millions de travailleuses et travailleurs.**

Les ministères de la Défense et de l'intérieur sont nettement moins impactés par ces mesures d'austérité : face aux mobilisations qui s'annoncent il ne faudrait pas que les policiers soient désarmés !

En Martinique cette coupe budgétaire se traduit par la suppression à la rentrée de 2024, de 115 postes d'enseignants et 4 postes administratifs. Alors que toutes les catégories de personnels évoquent leur souffrance face à des conditions de travail qui se dégradent d'année en année, que les arrêts maladie pour épuisement professionnel et les démissions ou ruptures conventionnelles se multiplient, cette nouvelle suppression de postes va accentuer le mal-être déjà exacerbé des professionnels dans l'exercice de leurs missions.

Par ailleurs, le gouvernement choisit d'aggraver les inégalités sociales et la maltraitance institutionnelle dans une société au bord de la rupture : avec plus de la moitié des établissements faisant partie d'un réseau d'éducation prioritaire, les élèves martiniquais bénéficieront de conditions d'études plus que jamais dégradées : postes non pourvus, perte d'heures de cours en raison du non remplacement d'enseignants, auxquels s'ajoutent la vétusté des établissements, le manque d'encadrants... Ce sont les élèves des familles pauvres, les élèves en situation de handicap et ceux à besoin particulier qui seront les premières victimes de cette réduction de postes. Cette année

ce sont 22 postes du programme « Parler » destiné aux élèves en difficulté de lecture qui ont été supprimés.

La CGTM educ'action dénonce toutes les mesures gouvernementales visant à creuser les inégalités sociales et à précariser encore plus les familles.

**Elle appelle tous les travailleurs à se mobiliser dès la rentrée de septembre.
C'EST TOUJOURS PAR LA LUTTE QUE NOUS AVONS ACQUIS DES DROITS POUR
UNE VIE MEILLEURE.**

**PRÉPARONS ET ORGANISONS LA GRÈVE GÉNÉRALE QUI SEULE NOUS MÈNERA À
LA VICTOIRE !**

La CGTM éduc'action exige :

- L'abandon des mesures qui détricotent notre système de protection sociale et le code du travail.
- L'abrogation de toutes les contre réformes dans la fonction publique.
- L'augmentation des salaires de tous les personnels de l'éducation.
- L'indexation du point d'indice sur l'inflation.
- L'augmentation du SMIC à 2000€ net.
- Un investissement massif dans tous les services publics.